



# **La bataille des langues dans les Balkans ou la dimension linguistique de la question d'Orient, vue de France à la veille de la Grande Guerre**

Nicolas Pitsos

## **► To cite this version:**

Nicolas Pitsos. La bataille des langues dans les Balkans ou la dimension linguistique de la question d'Orient, vue de France à la veille de la Grande Guerre . Le XIXe siècle et ses langues, SERD (Société des études romantiques et Dix-neuviémistes), Jan 2012, Paris, France. <hal-03992762>

**HAL Id: hal-03992762**

**<https://hal.science/hal-03992762v1>**

Submitted on 16 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# La bataille des langues dans les Balkans ou la dimension linguistique de la *Question d'Orient* vue de France à la veille de la Grande Guerre

Nicolas PITROS  
INALCO

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la *Question d'Orient*<sup>1</sup> occupe une place importante dans les débats des coulisses diplomatiques et envahit à plusieurs reprises l'espace public<sup>2</sup>. Au centre de cette question se dessinent des antagonismes pour la suprématie sur les territoires administrés par le sultan. Cette lutte oppose des communautés à l'intérieur de l'empire ottoman, mais aussi les grandes puissances de l'époque. En dehors de sa dimension politique<sup>3</sup> et économique<sup>4</sup>, l'aspect culturel<sup>5</sup> de cette question majeure des relations

1. Dans l'historiographie en général et dans cette étude en particulier, la *Question d'Orient* est associée à la séquence des relations internationales concernant le destin de l'Empire Ottoman tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à sa disparition au lendemain de la Grande Guerre. En dehors de cette version et définition classique, on pourrait toutefois parler de plusieurs Questions d'Orient pendant cette époque en esquisant les frontières d'une géographie plurielle de son déroulement, dans l'espace ottoman, certes, mais aussi en Asie Centrale, dans le Caucase et en Extrême-Orient. Le point commun de ces questions serait leur déclinaison en plusieurs conflits opposant les pays entre eux ou différentes communautés en interne, dans le cadre d'une lutte de pouvoir entre les différentes grandes puissances de l'époque pour l'hégémonie politique, économique et culturelle, dans ces régions du globe qualifiées d'orientales par des géographes et diplomates issus de ces grandes puissances. Pour une approche synthétique de la Question d'Orient, voir Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient : frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993. Sur la perception de l'Orient en tant que construction mentale au service d'intérêts géopolitiques, voir Thierry Hentsch, *L'Orient imaginaire. La vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Minuit, 1988.

2. Les séquences les plus commentées et les plus médiatisées de la Question d'Orient dans sa version « classique » sont : la révolte d'une partie de sujets ottomans du Rûm millet (c'est-à-dire des sujets ottomans de confession chrétienne dépendants du Patriarcat grec-orthodoxe d'Istanbul) dans les années 1820, aboutissant à la création d'un État grec, le conflit opposant le gouverneur égyptien Mehemet-Ali au sultan ottoman Mahmud dans les années 1830, la guerre de Crimée en 1854-1856, la guerre opposant l'empire russe à l'empire ottoman en 1877-1878 qui donna lieu au Congrès de Berlin, la question macédonienne au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les guerres balkaniques en 1912-1913 et les événements liés aux batailles sur le front d'Orient pendant la Grande Guerre. Pour une présentation panoramique de l'histoire événementielle de ces conflits, voir Ernest Weibel, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 jusqu'à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002.

3. L'aspect politique de la Question d'Orient renvoie aux antagonismes d'influence et aux traités d'alliances diplomatiques.

4. La dimension économique de la Question d'Orient relève des antagonismes pour le contrôle des finances et surtout de la dette publique, au sein de l'empire ottoman et des pays issus de ses domaines, de l'exploitation de leurs infrastructures (ports, chemins de fer), de leurs ressources premières et de la maîtrise des flux commerciaux.

5. L'aspect culturel de la Question d'Orient renvoie à la fois à la représentation de l'Autre et à l'hégémonie culturelle à travers l'implantation, dans les régions concernées, d'un réseau d'institutions scolaires et religieuses de la part des communautés concurrentes à l'intérieur de l'empire ottoman ou des États issus de celui-ci, et de la part des grandes puissances.

internationales doit être également pris en compte quand on essaye d'analyser et d'appréhender sa complexité. L'élément linguistique de cette situation conflictuelle est particulièrement révélateur de ses enjeux et exprime de manière éloquente sa nature.

La séquence des conflits balkaniques de 1912-1913<sup>6</sup> constitue par ailleurs, un moment d'exaspération de tous ces antagonismes et elle nous servira d'observatoire privilégié afin d'étudier le fonctionnement de la langue comme outil de pouvoir dans les rapports de force tissés entre les grandes puissances et les différents États sur la péninsule des Balkans et la région de la Méditerranée orientale plus généralement.

À travers la consultation de rapports consulaires, d'articles publiés dans la presse et d'essais-mémoires de spécialistes français de langues orientales vivantes, notre corpus vise à étudier la double expression de l'aspect linguistique de la Question d'Orient. D'une part, dans le sillage de la critique de l'orientalisme<sup>7</sup>, il s'agit de comprendre comment l'évaluation-représentation de langues des pays d'Orient participe à une glorification de Soi et à une élaboration des représentations de l'Autre. D'autre part, dans une approche en termes de nationalisme-colonialisme-impérialisme linguistique<sup>8</sup>, il convient de s'interroger sur les termes de la bataille que se livrent entre elles, les grandes puissances européennes de l'époque et les communautés locales pour la suprématie culturelle sur les régions concernées par la Question d'Orient dans sa dimension balkanique et ottomane.

## **Représenter les langues de l'Autre**

En ce qui concerne les représentations françaises des langues balkaniques qui se trouvent au cœur de ce conflit, trois grandes catégories de caractéristiques reviennent constamment dans les discours des spécialistes français : impur, vulgaire et puéril.

6. Les guerres balkaniques de 1912-1913 se déroulent en deux étapes. Dans un premier temps une coalition de royaumes balkaniques (Bulgarie, Grèce, Monténégro et Serbie) s'oppose à l'empire ottoman en vue de lui enlever ses possessions dans les Balkans. Les alliés de cette première série de combats n'arrivant pas à se mettre d'accord sur le partage de leurs conquêtes territoriales, un deuxième conflit s'ensuit, opposant cette fois-ci en juillet et août 1913, la Bulgarie à ses ex-alliés et à l'empire ottoman et la Roumanie. Ces conflits s'inscrivent dans une longue série de campagnes expansionnistes menées par les États issus de la dissolution progressive de l'empire ottoman et inspirées par des discours à la rhétorique nationaliste. Ils participent également d'une exaspération des antagonismes entre les grandes puissances tout au long de la période de guerre froide entre 1871 et 1914, ainsi que d'une mise en évidence de leurs intérêts conflictuels.

7. Sur la pensée orientaliste, voir Edward Saïd, *Orientalism* (1978), trad. fr. par Catherine Malamoud, Paris, Le Seuil, 1980 (rééd. 2003). Pour une lecture critique du concept de l'orientalisme, voir Daniel Varisco, *Reading orientalism : Said and the unsaid*, Seattle, London, Washington University Press, 2007, et Inge E. Boer, *After orientalism : critical entanglements, productive looks*, Amsterdam, Rodopi, 2003.

8. Pour une présentation du principe d'impérialisme linguistique, voir Robert Phillipson, *Linguistic imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 1992. Sur les rapports entre colonialisme et linguistique, voir Louis-Jean Calvet, *Linguistique et colonialisme : petit traité de glottophagie*, Paris, Payot, 1974.

Dans son ouvrage sur la Bulgarie, Léon Lamouche, membre de la Société linguistique de Paris, décrit le vocabulaire de la langue bulgare comme un idiome « très impur<sup>9</sup> ». Toutes les langues modernes de la péninsule balkanique, le roumain, le serbe, le néo-grec, se trouvent du reste dans le même cas, s'empresse-t-il de préciser.

Quant au domaine albanais, « ce n'est que dans la région d'Elbassan et de Berat<sup>10</sup> que la race s'est conservée la plus pure<sup>11</sup> », assure à ses lecteurs le géographe français Gaston Gravier, au moment où les diplomates des grandes puissances s'adonnent à leur passe-temps préféré, tailler des frontières pour des États nouveau-nés<sup>12</sup>. En revanche, il tient à souligner que vers l'Est et le Nord-Est, cette pureté se raréfie : « Les croisements avec les Slaves ont été plus fréquents<sup>13</sup>. ». Même incertitude pour la langue, affirme-t-il en citant les travaux d'un savant allemand, le docteur Meyer, qui déclare dans son Dictionnaire de la langue albanaise que « sur environ 5000 mots, on peut à peine en retrouver 400 relevant du vieil illyrien<sup>14</sup> ».

Il y a une obsession de la pureté qui se profile dans ces textes faisant écho à la notion réactionnaire de pureté de sang. De même que celle-ci a nourri les théories du racisme biologique tout au long de l'époque coloniale, de même le concept de pureté linguistique constitue le pilier d'un racisme culturel. Les deux racismes se recoupent d'ailleurs dans des discours<sup>15</sup> comme celui de Gaston Gravier, avec comme dénominateur commun une allergie aux mélanges, aux brassages, aux transferts et aux croisements interculturels.

Gaston Deschamps<sup>16</sup>, philhellène invétéré, va encore plus loin dans ses remarques sur ce qu'il considère comme la pureté de la langue grecque, en disant qu'on reconnaît « encore confusément en écoutant parler les gens de l'Attique, la langue de Périclès. [...] On y trouve toute une végétation de mots turcs, comme il y a des minarets et des hammams sur les assises des temples grecs<sup>17</sup> », se lamente-t-il.

9. Léon Lamouche, *La Bulgarie dans le passé et le présent : étude historique, ethnographique, statistique et militaire*, Paris, L. Baudoin, 1892, p.151-152.

10. Il s'agit des régions en Albanie centrale de nos jours.

11 Gaston Gravier, « L'Albanie et ses limites », *Revue de Paris*, janvier 1913, p.200-224, p.205

12 . En novembre 1912, en pleine période de guerre dans les Balkans, la création d'un État albanais est décidée et entérinée par la Conférence de Londres en décembre de la même année. La délimitation des frontières de l'État albanais oppose pendant plusieurs mois les grandes puissances et les États voisins, grec, serbe et monténégrin. Ceux-ci souhaitent réduire au minimum l'étendue du nouvel État, et ils s'opposent à une version maximaliste soutenue par les nationalistes albanais et les propositions des gouvernements austro-hongrois et italien.

13. Gaston Gravier, *op. cit.*, ..., p.205.

14. *Ibid.*

15. Ces discours sont imprégnés par les théories racistes traversant le XIXe siècle, depuis Arthur de Gobineau jusqu'à Maurice Barrès. Pour une généalogie de ces théories, voir, de Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985, et *Les anti-Lumières : une tradition du XVIIIe siècle à la guerre froide*, Paris, Gallimard, 2010, voir également Laurent Mucchielli, *La Découverte du social : la naissance de la sociologie en France, 1870-1914*, Paris, La Découverte, 2005.

16. Gaston Deschamps, *La Grèce d'aujourd'hui*, Paris, A. Colin, 1892, p. 95.

17. *Ibid.*

Ces propos qui témoignent d'un mépris flagrant envers des langues considérées comme barbares comparées au grec ancien, nous rappellent que pendant ce long XIX<sup>e</sup> siècle de conquêtes coloniales et de théories raciales, la sublimation de la valeur du grec ancien constitue une des pierres angulaires de la fabrication des théories de supériorité culturelle de la civilisation « occidentale » et « européenne ». Il s'agit en même temps d'un discours révélateur avant tout d'une approche romantique de la langue qui, dans sa variante philhellène, va de pair avec l'idéalisation d'une antiquité et un rejet ou une association avec la décadence de tout ce qui n'est pas conforme à cette image, comme Sophie Basch l'a démontré dans son ouvrage sur le mirage grec<sup>18</sup>. Par ailleurs, la violence verbale face aux mélanges linguistiques rejoint un regard hostile face à la coexistence de plusieurs sensibilités artistiques au sein d'un monument, nous révélant que les discours puristes et nationalistes<sup>19</sup> tenus par des penseurs des pays balkaniques trouvent leur parfaite résonance en France.

Pourtant, si Gaston Deschamps reste admiratif du grec ancien, son enthousiasme est beaucoup moins ardent face au grec moderne. Évoquant à ce propos la querelle linguistique en Grèce, depuis la formation de l'État moderne, entre une langue inventée sur le modèle du grec ancien, et la langue populaire, que Deville, l'ambassadeur français à Athènes, se plaisait à qualifier de langue vulgaire, il affirme que « les pensées les plus graves prennent, dans cette langue, un petit air jeunet et naïf [...] il y a, dans cet idiome novice, quelque chose de zézayant. [...] Sa nouveauté, qui n'est pas sans grâce, est un peu débile ; sa mièvrerie a souvent un charme d'enfance, parfois une nuance de puérilité<sup>20</sup> ».

Ces métaphores renvoient à la représentation caricaturale des nouveaux États balkaniques, représentés très souvent en enfants réprimandés ou gâtés par leurs mères, les grandes puissances de l'époque. Ces images participent de la banalisation d'une idée communément véhiculée dans les coulisses diplomatiques selon laquelle ces États avaient besoin d'une tutelle politique. En qualifiant leurs langues de puérile, on plaiderait également en faveur d'une tutelle culturelle. C'est l'avis de Léon Lamouche, qui considère que la langue bulgare parlée par un peuple qui n'a accès à la civilisation occidentale que depuis peu d'années, a dû, pour se mettre au niveau des autres idiomes cultivés, adopter pour toutes les idées nouvelles, dans l'ordre moral, comme dans l'ordre scientifique ou industriel, les termes en usage dans les langues

18. Voir Sophie Basch, *Le Mirage grec. La Grèce devant l'opinion française depuis la création de l'Ecole d'Athènes, jusqu'à la guerre civile, 1846-1946*, Paris, Hatier, Athènes, Kauffmann, 1995.

19. Les pratiques liées à ces discours dans les pays issus de l'empire ottoman, pourraient se résumer par le terme de « désottomanisation ». Ce terme, forgé par Bernard Lory dans son ouvrage *Le Sort de l'héritage ottoman en Bulgarie : l'exemple des villes bulgares, 1876-1900*, Istanbul, Éditions Isis, 1985, renvoie à une tentative d'effacement systématique de tout héritage ottoman dans ces pays, de l'héritage architectural à l'héritage linguistique.

20. Gaston Deschamps, *op.cit.*, ..., p. 102.

occidentales, « notamment un grand nombre de mots français et russes<sup>21</sup> ».

On retrouve dans ces paroles l'écho d'un des principes sur lesquels repose l'impérialisme linguistique, qui consiste selon Tanaka Katsuhiko à établir une distinction entre les langues sous-développées, restées à un état primitif, et les langues évoluées<sup>22</sup>. Ce classement des langues par rapport à leur degré d'évolution ou leur valeur « civilisatrice » se voulant scientifique, est toujours le produit de spécialistes ayant comme langue maternelle l'une des langues considérées comme évoluées et en cela ne saurait que conforter et consolider la hiérarchie linguistique ainsi élaborée.

Au demeurant, ce ne sont pas seulement les langues qui sont jugées comme peu évoluées. Des pays entiers le sont aussi, à l'instar de l'Albanie, considérée par des journalistes français comme un pays retardataire dont la population vivrait dans des conditions moyenâgeuses. Fort de cette affirmation, Victor Forbin se permet de noter, dans la revue *Je sais tout*, que la langue albanaise « n'a produit aucune littérature <sup>23</sup> ». Cette assertion entièrement partagée par le journaliste de *La Croix*<sup>24</sup> l'amène à déclarer aussitôt que les plus instruits d'entre les Albanais méprisent leur langue qui les isole des grands courants de la pensée européenne. Les Albanais, suspectés d'agir en tant qu'agents des Autrichiens, des Italiens ou des Allemands à la veille de la Grande Guerre, n'ont décidément pas joui, auprès de la société française, d'un engouement et d'un envoûtement pareil à celui du philhellénisme au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

### **Perceptions françaises des antagonismes « linguistiques » opposant les différents États balkaniques**

Les réactions suscitées par les différentes causes nationales mises à part, comment les Français contemporains des guerres balkaniques conçoivent-ils la place de la langue dans les antagonismes opposant les différentes communautés et les divers États dans la région ?

*La langue perçue comme outil et ingrédient dans la construction d'une conscience nationale*

Le fondateur de la revue *Le Mouvement socialiste* et syndicaliste révolutionnaire avant sa dérive fasciste de l'entre-deux-guerres, Hubert

21. Léon Lamouche, *op.cit.*, ..., p. 155.

22. Voir Tanaka Katsuhiko, « L'impérialisme linguistique », dans Louis-Jean Calvet, Pascal Griolet, *Impérialismes linguistiques hier et aujourd'hui* : actes du colloque franco-japonais de Tokyo, 21, 22, 23 novembre 1999, Paris, INALCO, Aix-en-Provence, Edisud, 2005, p. 34.

23. Victor Forbin, « L'Albanie, doyenne des races, benjamin des États », *Je sais tout*, juin 1913.

24. *La Croix*, 30 novembre 1912.

Lagardelle<sup>25</sup>, tient à rappeler, à la veille de la rivalité entre Grecs et Bulgares pour le partage des territoires qu'ils ont conquis au détriment de l'empire ottoman, qu'une conscience nationale bulgare s'est tout d'abord développée contre l'imposition de la langue grecque comme langue liturgique et scolaire sur l'ensemble des sujets chrétiens de rite grec-orthodoxe du sultan. Cette *inculturation* linguistique allant de pair avec une exploitation fiscale des chrétiens slavophones de la part d'un clergé grécophone, est dénoncée par le journaliste de l'*Humanité* et conçue comme l'un parmi les facteurs déclencheurs d'un mouvement national bulgare.

La langue est ainsi perçue comme instrument de prise de conscience de l'existence d'une communauté d'individus comme une nation à part entière, dans un univers mental et social qui est celui d'un empire multiculturel et multiconfessionnel de l'ère pré-nationale<sup>26</sup>. Elle est également considérée comme outil de légitimation de projets expansionnistes à l'ère de la création des États-nations balkaniques. À la veille de la Grande Guerre, ces antagonismes atteignent leur exaspération. Sujets de discorde de cette période : les possessions européennes de l'empire ottoman, et particulièrement la région de Macédoine<sup>27</sup>. Or, malgré les prétentions à des droits exclusivistes sur cette région avancées par les discours nationalistes des royaumes balkaniques, sa mosaïque linguistique et confessionnelle n'échappe pas aux Français du temps des guerres balkaniques.

Par contre, la réception des revendications territoriales adressées par les dirigeants des royaumes balkaniques à la Sublime Porte, à la veille de ces conflits, divise la société française. Gédéon Bessède, secrétaire de rédaction du journal anarchiste *Le Libertaire*<sup>28</sup>, voit dans la guerre qui gronde dans les Balkans, la démonstration la plus éclatante du mensonge des patries : « Bulgarie, Serbie, Grèce, Monténégro, veulent arracher chacun pour son compte, un morceau de Turquie d'Europe<sup>29</sup> », affirme-t-il. Mais, « est-ce la race qui fera la patrie<sup>30</sup> ? » se demande-t-il : elle est disséminée, constate-t-il. « Est-ce le rite religieux<sup>31</sup> ? » : il est éparé. « Est-ce la langue<sup>32</sup> ? » : elle est partout multiple, assure-t-il, avant de constater que

25. Hubert Lagardelle, « Grecs et Bulgares, leur rivalité qui s'est sans cesse affirmée ruinera-t-elle la paix balkanique ? », *L'Humanité*, 7 juin 1913.

26. Les sujets de l'empire ottoman ne se sont jamais définis en termes nationaux avant la fabrication de mythologies nationales soutenant la création d'identités nationales à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'organisation sociale et la définition des individus par eux-mêmes et par les autorités ottomanes, reposaient sur des critères d'appartenance confessionnelle et régionale.

27. Le terme de « Macédoine » n'existant pas dans la nomenclature officielle des régions ottomanes, son usage par les diplomates ou géographes extérieurs à cet empire, relève d'une approche de l'espace ottoman en termes de géopolitique de l'antiquité gréco-romaine, particulièrement valorisée aux yeux des élites politiques et culturelles européennes à cette époque.

28. Journal fondé par Sébastien Faure.

29. Gédéon Bessède, « Le mensonge patriotique », *Le Libertaire*, 12 octobre 1912.

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

en France, en Allemagne, ailleurs encore, nos patriotes évoquent sans cesse la communauté des langues, les traditions historiques communes, l'origine ethnique commune, pour justifier les frontières respectives. Ce sont là d'impudents mensonges auxquels la force brutale a donné, après de longues années une vague apparence de vérité. Ce qu'il y a de vraiment commun chez ces peuples l'est aussi entre eux tous : les intérêts économiques, les conditions de travail, d'existence<sup>33</sup>.

Ce n'est pas l'avis de son compatriote André Bellessort, dont *Le Gaulois* publie un des articles sur le patriotisme des peuples balkaniques au mois d'octobre 1912, quelques jours avant la proclamation officielle de la guerre entre l'empire ottoman et les royaumes balkaniques. Ce critique littéraire, proche de l'Action Française, s'émue à l'écoute du bruissement de nationalités qui s'éveillent ou se réveillent dans cet Orient de l'Europe :

À ce moment même où chez les anciennes nations, l'idée de Patrie a besoin de trouver des défenseurs des peuples dispersés et presque oubliés ramassent leurs membres épars et se replient sur eux-mêmes. Chacun d'entre eux s'évertue à reconquérir sa personnalité morale. Les Tchèques, les Croates, les Serbes, comme les Bulgares, les Roumains, les Hongrois s'agitent dans un frémissement d'orgueil. [...] l'étude grammaticale devient une arme, la ballade populaire une cocarde, le manuscrit à demi rongé une lettre de noblesse<sup>34</sup>.

Malgré leur position divergente face à la guerre qui se dessine à l'horizon, ces deux approches sont conscientes de l'instrumentalisation de la langue, à côté de celle de l'histoire ou de la religion à des fins de revendications nationales-nationalistes, comme l'a très bien démontré Anne-Marie Thiesse dans sa définition de la *check-list* identitaire<sup>35</sup>.

### *La langue au service de la propagande destinée aux opinions publiques des grandes puissances*

Au-delà de la place de la langue dans l'arsenal des rhétoriques nationalistes dont disposent les différents États des Balkans afin de faire prévaloir leurs projets irrédentistes, la connaissance des langues balkaniques est aussi conçue par les Français comme un moyen de propagande.

Louis Léger, un des initiateurs des études slaves en France, avait déjà présenté l'apprentissage de la langue serbe par ses compatriotes comme une connaissance appelée à leur rendre de multiples avantages politiques et économiques, tout en permettant la promotion de leurs intérêts auprès de la

33. *Ibid.*

34. André Bellessort, « Le Patriotisme des Roumains », *Le Gaulois*, 5 octobre 1912.

35. Selon Anne-Marie Thiesse, la *check-list* identitaire, composée d'éléments tels que des ancêtres fondateurs de la nation, une histoire établissant la continuité de la nation à travers les âges, une série de héros incarnant les valeurs nationales, une langue, des lieux de mémoire, un paysage typique, un folklore, ainsi que des ingrédients plus pittoresques comme un costume national, une gastronomie, un animal emblématique, « constitue la matrice de toutes les représentations d'une nation », voir A.-M. Thiesse, « Les identités nationales, un paradigme transnational », dans *Repenser le nationalisme : théories et pratiques*, Paris, Sciences Po, 2006, p.197.



société serbe<sup>36</sup>. À l'inverse, défendre la cause de tel ou tel autre acteur de la question d'Orient dans l'une des langues des grandes puissances risque de mettre la langue en question au service d'une propagande étatique. Ainsi, l'ambassadeur français en Serbie<sup>37</sup> informe-t-il en 1908 le ministre français des Affaires étrangères, qu'à la différence des Bulgares et des Grecs, toutes les publications serbes relatives à la Macédoine, province de l'empire ottoman que les Serbes convoitaient eux aussi, ont été rédigées en allemand. Désormais, commente-t-il, la publication d'un journal en français, démontre l'intérêt que les Serbes commencent à manifester au sujet de la sensibilisation de l'opinion publique française. Pendant les conflits balkaniques de 1912-1913, les belligérants ne se contentent pas seulement de s'imposer lors des batailles militaires, ils aspirent également à remporter la bataille médiatique au sein de l'espace public des grandes puissances.

À côté des chroniqueurs ou des correspondants de guerre, il y a aussi des spécialistes de langues orientales qui mettent leurs connaissances et compétences au service des propagandes des pays balkaniques.

Car, dans cette bataille d'impressions, il faut galvaniser l'opinion publique, la secouer, l'émouvoir, en stigmatisant, voire en diabolisant l'adversaire tout en idéalisant ses propres comportements. Dans cette perspective, des extraits des fac-similés de lettres censées appartenir à des soldats grecs, et interceptées par les troupes bulgares, sont publiées dans la presse française au mois d'août 1913<sup>38</sup>. L'intérêt de cette correspondance est que ses auteurs racontent à leurs proches et parents les atrocités qu'ils ont commises au détriment de la population civile dans les régions ottomanes qu'ils ont conquises. Les autorités grecques, alarmées par de telles publications qui risquent de ternir leur image auprès de l'opinion publique française, envahie jusqu'à alors par des dépêches leur étant favorables et incriminant plutôt les exactions perpétrées par leurs adversaires, se mobilisent et cherchent à invalider la véracité de ces documents. Pour ce faire, elles s'adressent à Hubert Pernot, professeur de grec moderne à Paris. L'ambassadeur grec<sup>39</sup> lui demande de prouver que les documents publiés par les autorités bulgares dans les journaux français sont faux. Aussitôt, cet helléniste se met-il à repérer les inexactitudes, les zones d'ombre et à instiller le doute quant à leur authenticité.

Dans *la Revue critique d'histoire et de littérature*, il met en cause leur traduction. « Elle est des plus suggestives, lorsqu'on la compare au texte grec, ce que malheureusement la plupart des lecteurs ne sauraient faire, à cause de la

36. Louis Léger, *Études slaves, voyages et littérature*, Paris, E. Leroux, 1875, p. 244.

37. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères français*, nouvelle série, Serbie/13-14 : Belgrade, le 1er décembre 1908.

38. Les fac-similés de ces lettres ont été intégrés dans le rapport de la fondation Carnegie sur les atrocités commises pendant les guerres balkaniques.

39. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères grec*, Guerres Balkaniques, 1913, 29/2, dossier : « Presse et relations balkaniques », Paris, le 30 décembre 1912, n° 4109.

double difficulté de langue et d'écriture. Soit pour ne pas charger leurs compatriotes, si certains passages sont authentiques soit pour donner de l'autorité à l'ensemble, s'il y a eu au contraire fabrication ou falsification, les traducteurs ont pris quelques libertés avec le texte<sup>40</sup> », conclut-il dans son verdict d'analyse linguistique.

Afin de mieux comprendre le zèle du professeur Pernot, il suffit que l'on fouille un peu dans les dédales des archives du Ministère des Affaires Étrangères grec, où l'on retrouve la correspondance échangée entre l'ambassade grecque à Paris et le recteur de la Sorbonne, à son sujet. Cette correspondance nous apprend que la création d'un poste de langue et de littérature grecques modernes a été fortement soutenu par le gouvernement hellénique et généreusement doté d'une subvention de 6000 francs<sup>41</sup>. Désormais on serait mieux à même d'évaluer les limites et contraintes du libre exercice de sa pensée critique, tout en percevant son engagement comme une démonstration éloquente de la place de la langue comme instrument de propagande et d'anti-propagande au service des acteurs des conflits balkaniques.

### **Perceptions françaises des antagonismes « linguistiques » opposant les grandes puissances entre elles ou aux États balkaniques**

En dehors des antagonismes opposant les acteurs de la Question d'Orient entre eux, cette question dans ce qu'on pourrait désigner comme sa dimension externe, se décline en deux aspects : d'une part, les antagonismes opposant des grandes puissances entre elles pour la suprématie politique, économique, culturelle dans l'empire ottoman et la péninsule balkanique ; d'autre part, le conflit d'intérêts entre les objectifs poursuivis par les grandes puissances et les politiques menées par les États de la région. En ce qui concerne la dimension linguistique de cette question, les Français qui analysent les conséquences des guerres balkaniques, expriment deux grandes inquiétudes ; d'abord face au nationalisme linguistique attribué aux États balkaniques issus de l'empire ottoman et, d'autre part, face à la concurrence subie par la langue française de la part d'autres campagnes d'impérialisme linguistique menées par les grandes puissances rivales.

Certes, l'emploi des termes d'impérialisme ou colonialisme « occidental » peuvent être contestés et contestables pour cette région et cette période. Il n'y a jamais eu, au XIX<sup>e</sup> siècle, d'occupation politique durable par les grandes

40. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères grec*, Guerres Balkaniques, 1913, 29/2, dossier : « Presse et relations balkaniques » : un exemplaire de la *Revue Critique d'histoire et de littérature*, décembre 1913.

41. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères grec*, Guerres Balkaniques, 1912, 65/3, dossier : « Ambassade grecque à Paris, questions de presse » : décision du conseil des Ministres, n° 237, au sujet de la création d'une chaire de grec moderne à l'Université de Paris.

puissances de l'époque de l'empire ottoman ou des États qui en sont issus avant la Grande Guerre<sup>42</sup>. Cependant, ces États ont été dès leur création placés dans des positions de dépendance politique et économique et on pourrait leur appliquer le statut de semi-colonie tout au long de la question d'Orient. Si les continents américain et africain sub-saharien avaient, depuis le XV<sup>e</sup> siècle, constitué des terres de prédilection pour l'expansion coloniale des grandes puissances de l'Europe de l'Ouest, l'Orient dans sa dimension ottomane, perse ou chinoise, n'entre dans l'orbite des rivalités et des convoitises « occidentales » qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment de l'affaiblissement économique et militaire des grandes puissances dites « orientales », ottomane, perse ou chinoise. Des rapports de force qui leur sont défavorables, permettent non seulement des ingérences plus ou moins directes dans la vie politique de ces empires<sup>43</sup>, mais aussi la persistance du phénomène des capitulations<sup>44</sup> ou l'imposition de traités économiques particulièrement préjudiciables pour les économies locales<sup>45</sup>. Ces relations internationales inégalitaires favorisent également la mise en place d'une hégémonie culturelle.

Dans cette optique, la création d'un réseau scolaire en terres d'Orient, poursuivait deux buts : il était censé servir de fer de lance à la mission « civilisatrice » et « modernisatrice » que les grandes puissances occidentales s'étaient réservées face à un Orient qu'elles avaient elles-mêmes qualifié de barbare, archaïque et sauvage ; d'autre part, il était perçu et conçu comme moyen de diffusion et de promotion des langues dominantes et reconnues comme officielles au sein de ces grandes puissances. Des processus d'acculturation d'élites « orientales » supposées favoriser et garantir l'influence politique et la promotion d'intérêts économiques de ces grandes puissances auprès de leurs sociétés d'origine, viennent compléter ce maillage d'influence culturelle.

En voyageant avec l'Orient-Express, l'un des journalistes du *Gaulois* en route vers les Balkans en feu s'exclame : « L'Express Orient est bondé [...] avec plaisir je constate que tout le monde parle français ; on n'entend que le français d'un bout du train à l'autre ; et un de mes compagnons me dit qu'il en est ainsi jusqu'à l'isthme de Suez où brusquement la langue véhiculaire devient

42. À l'exception peut-être de Chypre, intégrée dans l'empire britannique suite au congrès de Berlin en 1878, et de la Bosnie-Herzégovine, occupée par l'Autriche-Hongrie depuis 1908.

43. Parmi ces interventions, on pourrait évoquer le débarquement des soldats des Grandes Puissances à Istanbul pendant les guerres balkaniques, ou le soutien militaire aux insurgés ottomans de confession chrétienne, pendant les différentes étapes de la Question d'Orient.

44. Le système de capitulations met en danger l'indépendance économique de l'empire ottoman. Celle-ci est davantage compromise suite à la création du service de la Dette Publique. Sur la question de la dette ottomane au XIX<sup>e</sup> siècle, voir Christopher Clay, *Gold for the Sultan : Western Bankers and Ottoman finance, 1856-1881*, London, I.B. Tauris, 2000.

45. À l'instar de l'installation, par la force, de comptoirs commerciaux sur les territoires de l'empire chinois suite aux guerres de l'opium.

l'anglais [...]»<sup>46</sup>.

La place du français dans les communications internationales préoccupe déjà depuis longtemps la politique extérieure de la Troisième République. À la séance parlementaire du 12 janvier 1911, Abel Ferry, républicain de la gauche radicale, neveu de Jules Ferry et partisan de la loi des trois ans et d'une armée forte, lance à ses collègues un appel sans équivoque en affirmant que :

Nous avons en Orient un double capital d'influence morale et d'intérêts matériels qu'il nous faut tout à la fois sauvegarder et développer. Songez que nous avons là pour plus de 2 milliards et demi d'argent français, engagés soit dans des entreprises particulières, soit dans des emprunts d'État, que nous avons des hôpitaux, des dispensaires, de nombreuses écoles où 67000 enfants apprennent le français<sup>47</sup>.

De son côté, le directeur du journal *Le Matin*, Stéphane Lauzanne, qui se précipite au chevet de la Turquie pendant les premiers jours des guerres balkaniques et qui est en même temps une des rares voix publiques à ne pas s'acharner contre l'empire ottoman dans une turcophobie ambiante au sein de la société française de l'époque, notamment chez la droite nationaliste, antirépublicaine et catholique, exhorte la France à défendre « au moins sa langue, la plus douce qui ait été parlée sur terre, la plus généreuse qui ait retenti sur l'humanité, la plus immortelle qu'ait connue l'Histoire<sup>48</sup>. » Comme ils semblent aimables et au-dessus de tout soupçon de barbarie, les blessés qui consolent leurs douleurs en apprenant la langue de Molière !

Tel est du moins l'avis du docteur Rebreyend, qui témoigne à leur égard une admiration inconditionnelle. Ce médecin soigne des blessés bulgares dans une ambulance de la Croix-Rouge française au collège de Philippopoli, quand un grand soldat arrive en civière, la jambe gauche cassée par une balle. Couché dans son lit, il tire de son sac et pose sur la table, comme un écolier bien sage, un petit livre qu'une balle avait traversé de part en part. À la lecture du titre il est envahi d'émotion : « Ce livre blessé, c'était une traduction de *l'Iliade*, en français !<sup>49</sup> ». Mais cette manifestation de « bulgarophilie » s'évanouit dès qu'il est question de porter atteinte à la supériorité et à l'universalité supposées de la langue française...

« Sous le régime des Turcs, la langue de toutes les communautés chrétiennes était respectée<sup>50</sup> », nous assure un diplomate français, Gustave Cirilli. « Chaque école enseignait son propre idiome, à côté de la langue française devenue pour ainsi dire obligatoire. Les Bulgares, à peine installés à

46. Frantz Funck-Brentans, « Vers les Balkans », *Le Gaulois*, 9 novembre 1912.

47. *Archives parlementaires S.O.*, séance du 12 janvier 1911, p.10

48. Stéphane Lauzanne, *Au chevet de la Turquie : quarante jours de guerre*, Paris, A. Fayard, 1913, p. 10.

49. Rebreyend (Dr), « Blessés bulgares », *Le Figaro*, 5 décembre 1912

50. Gustave Cirilli, *Journal du siège d'Andrinople, impressions d'un assiégé*, Paris, M. Imhaus et R. Chapelot, 1913, p. 174.

Andrinople, ont voulu bulgariser à outrance <sup>51</sup> », s'insurge-t-il. « Ils ont commencé par les enseignes. C'est ainsi qu'une foule de magasins surmontés d'une enseigne (tabella) conçue dans le "doux parler de France" se virent obligés de la faire disparaître pour la remplacer par l'incompréhensible alphabet des saint Cyrille et Méthode <sup>52</sup>. » Dès lors, que deviendrait le protectorat religieux de la France, quel serait le destin de la langue française, « le jour où les Bulgares, les Serbes et les autres férus de la prépondérance de leur race, seraient les maîtres de ce pays <sup>53</sup> ? », se demande-t-il. Les préoccupations linguistiques rejoignent chez cet auteur les considérations religieuses, car les royaumes balkaniques qui ont déclaré la guerre à l'empire ottoman sont tous réputés intolérants en matière de politique culturelle et culturelle.

Les principes d'un nationalisme politique, économique et culturel, sur lesquels reposaient la conception et l'organisation des Royaumes balkaniques chrétiens, vont à l'encontre d'une tradition de capitulations et autres privilèges acquis au sein de l'empire ottoman par les grandes puissances. C'est la raison pour laquelle, en février 1913, le directeur de l'Alliance Israélite Universelle, avertit le Ministre français des Affaires Étrangères que, si la ville ottomane de Salonique <sup>54</sup> passait sous contrôle grec ou bulgare, le résultat serait l'hellénisation ou la bulgarisation des écoles de l'Alliance et la disparition graduelle de la langue française. Car « nulle part le sentiment national n'est aussi exclusif, aussi susceptible que dans ces petits pays balkaniques, qui considèrent l'entreprise la plus inoffensive, quand elle émane d'étrangers, comme une atteinte aux intérêts, à l'indépendance nationale <sup>55</sup> ». L'enseignement même des langues étrangères dans des écoles privées « est considéré comme une manière d'intervention étrangère <sup>56</sup> », affirme-t-il. Ainsi selon lui, la seule alternative afin d'éviter que cette éventualité néfaste pour l'influence française dans l'Orient ne se réalise, c'est la reconnaissance de Salonique convoitée à la fois par les Grecs, les Bulgares et les Serbes, comme port libre.

L'argument linguistique devient ainsi un raisonnement diplomatique, incitant le gouvernement français à prendre en compte les prérogatives de sa

51. *Ibid.*

52. *Ibid.*

53. Gustave Cirilli, *op. cit.*, ..., p. 136.

54. À la veille des guerres balkaniques de 1912-1913, la majorité de la population de Salonique appartient à la communauté israélite. Les sujets ottomans issus de cette communauté ajoutés à ceux de la communauté musulmane, représentent plus des trois quarts de la population de la ville. Pour l'évolution démographique de la ville entre les recensements de 1905 et 1913, voir Régis Darques, *Salonique au XX<sup>e</sup> siècle : de la cité ottomane à la métropole grecque*, Paris, CNRS, 2000.

55. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères français*, correspondance consulaire, Athènes/288 : le 14 février 1913. Il s'agit de la copie d'un courrier adressé au Ministre des Affaires Étrangères par le directeur de l'AIU.

56. *Ibid.*

suprémie culturelle sur les territoires contestés. Dans ce sens, la diffusion de la langue française dans l'espace public est perçue comme une expression de francophilie qui devrait être soutenue et récompensée par la diplomatie française, c'est-à-dire amener le gouvernement français à satisfaire les revendications de la société en question dans les différends territoriaux qui l'opposent à ses voisins. Bien évidemment, il n'y a aucun déterminisme dans cette association et malgré sa « roumano-philie » avouée et due surtout au fait que « toute la haute société roumaine parle fort bien le français ; toutes les vitrines des grandes librairies contiennent presque exclusivement des livres français<sup>57</sup> », Charles Petit, écrivant dans le *Journal*, n'est pas moins inquiet devant l'influence de la Triple Alliance sur ce pays dans le désaccord qui l'oppose à la Bulgarie pendant les guerres balkaniques de 1912-1913. En revanche, le recul du français est interprété comme un affaiblissement de l'influence diplomatique française (politique et économique) et un glissement vers le nationalisme linguistique favorisant les visées du panslavisme craintes par les uns, ou les avancées du pangermanisme déplorées par des plumes germanophobes – celles-ci n'hésitant pas à parler d'une *occupation* allemande dans les Balkans<sup>58</sup> et incitant le gouvernement français à ne pas se laisser dérober cet Orient, comme une nouvelle Alsace, par l'Allemagne.

Plus modéré, le journaliste du *Temps*<sup>59</sup> parle de lutte d'esprit, tout en remarquant que l'influence scientifique et littéraire germanique a sévi dans la péninsule des Balkans comme partout ailleurs dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup>, tandis que *L'Illustration*<sup>60</sup> consacre un de ses articles aux luttes d'influence et de rayonnement en Orient. Dans cette bataille des langues pour la suprématie culturelle au sein de l'empire ottoman et les pays balkaniques, la France dispose d'un réseau scolaire composé surtout de l'Alliance Française, de l'Alliance Israélite Universelle (AIU), des écoles congréganistes et des missions laïques. « Partout où l'Alliance crée une école, il se forme un petit foyer de culture française, puisque dans toutes nos écoles la langue d'enseignement est le français<sup>61</sup> », précise son directeur Jacques Bigart. Jusqu'à la veille des guerres balkaniques, Salonique et Monastir, où la majorité de la population israélite se servait du français comme de sa langue maternelle, « étaient pour la France de véritables colonies intellectuelles<sup>62</sup> », affirme de son côté le républicain pacifiste Jean Pélissier.

Cependant, cette institution scolaire doit affronter plusieurs antagonismes. C'est l'avis de l'ambassadeur français à Istanbul, Maurice

57. Charles Petit, « La Roumanie et la Triple alliance », *Le Journal*, 14 janvier 1913.

58. André Jagep-Schmidt, « L'occupation allemande dans les Balkans », *L'Excelsior*, 6 mars 1913.

59. « L'avenir de l'alliance balkanique », *Le Temps*, 8 juin 1913.

60. *L'Illustration*, 8 mars 1913.

61. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères français*, correspondance consulaire, Athènes/288 : le 14 février 1913.

62. Jean Pélissier, *Dix mois de guerre dans les Balkans*, Paris, Perrin, 1914, p. 372.

Bompard<sup>63</sup>, qui prévoit qu'au cas où l'empire ottoman perdrait le contrôle sur ses *vilayets* de Roumélie, « l'Alliance devra fermer ses écoles comme elle les a fermées en Bulgarie même et les nouvelles écoles israélites seront soumises à l'élément sioniste et par conséquent à l'influence allemande <sup>64</sup> ». Cette affirmation renvoie à une rumeur répandue dans la presse française<sup>65</sup>, selon laquelle le mouvement sioniste était surtout un mouvement israélite allemand. Les Turcs ne le favorisent guère, peut-on lire dans *le Petit Marseillais*, « car il tend à créer une nationalité de plus dans l'empire ottoman<sup>66</sup> ». « Quoi qu'il en soit », poursuit le journaliste du *Petit Marseillais*, « il faut enregistrer les progrès de l'idée tant combattue par des Juifs antinationalistes, désireux avant tout de rester les fidèles d'une religion, tout en se réclamant des plus diverses nationalités<sup>67</sup> ».

Ces discours s'inscrivent dans un contexte de rapports conflictuels entre l'Alliance et l'Organisation sioniste mondiale d'avant la deuxième guerre mondiale. Il s'agit surtout d'un conflit idéologique, comme l'a démontré Catherine Nicault dans ses travaux sur l'Alliance, qui voit s'opposer une vision d'assimilation individuelle prônée par la majorité des Français israélites comme solution aux humiliations et persécutions antisémites, à une vision sioniste d'émancipation nationale<sup>68</sup>.

Ce conflit théorique se traduit aussi par des rivalités sur le terrain scolaire. Ainsi, en Bulgarie des années 1900, cette rivalité aboutit à un renforcement de l'enseignement de l'allemand au détriment du français dans les établissements de l'Alliance, au motif que la connaissance de cette langue offrait plus d'avantages professionnels aux jeunes qui les fréquentaient. Cet incident aurait convaincu les responsables de l'Alliance à Paris que l'Organisation Sioniste Mondiale était un instrument de la politique extérieure allemande. Dès lors, l'Alliance se tourne vers les agents diplomatiques français qui, comme l'affirme Catherine Nicault et comme on peut le voir dans la correspondance consulaire, se montrent très réceptifs à ce mythe du « sionisme allemand » dont l'Alliance serait l'antidote français<sup>69</sup>. On pourrait également y voir le rapprochement entre un discours antigermanique et un discours antisémite déjà croisés à l'occasion de l'affaire Dreyfus.

Au-delà des fantasmes colportés par des germanophobes ou des antisémites dans l'espace public français ou dans les coulisses diplomatiques, une deuxième menace pour la poursuite des activités de l'AIU et sa

63. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères français*, correspondance consulaire, Athènes/288 : Péra, le 17 mars 1913, n° 208, « L'avenir de Salonique et l'Alliance Israélite ».

64. *Ibid.*

65. « Les progrès du sionisme », *Le Petit Marseillais*, 20 octobre 1912.

66. *Ibid.*

67. *Ibid.*

68. Voir Catherine Nicault, « Face au sionisme, 1897-19140 », dans André Kaspi (dir.), *Histoire de l'Alliance Israélite Universelle de 1860 à nos jours*, Paris, A. Colin, 2010.

69. *Ibid.*, p. 197.

contribution dans l'expansion de la langue française est censée être représentée par la société d'aide des juifs allemands (Hilfsverein des Deutschen Juden). Cette société fondée en 1901 est en grande partie issue de rivalités et divergences idéologiques au sein de l'AIU. De même que l'Alliance était souvent réputée comme trop française, la société Hilfsverein affiche dans ses textes fondateurs comme un de ses objectifs majeurs l'encouragement de l'usage de l'allemand par les Juifs de l'Europe orientale et de l'Asie en vue de promouvoir l'influence allemande<sup>70</sup>. Les relations concurrentielles qui se développent entre ces deux institutions, sont ouvertement exposées dans le rapport annuel de l'Alliance Française, pour l'année 1910, qui relate les avantageuses propositions pécuniaires faites par la Hilfs-Verein, à la Communauté Israélite de Salonique, à condition que la langue allemande remplace la langue française dans ses écoles comme base d'enseignement<sup>71</sup>.

À côté de l'AIU, l'Alliance Française représente, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, un des ambassadeurs de la langue française en Orient. Ses moyens d'action sont toutefois jugés insuffisants par son directeur, Pierre Foncin, qui lance un appel d'urgence aux lecteurs du *Temps* en les informant que « le nombre de ses adhérents est bien loin d'être comparable à celui des sociétés similaires qui travaillent chez nos voisins à l'expansion de la langue allemande ou italienne<sup>72</sup> ».

Enfin, si, de son côté, la presse cléricale déplore les effets de la loi 1905 sur les missions congréganistes et si les dirigeants des écoles laïques se plaignent de leurs ressources financières limitées, il y a toujours un dernier levier d'action dont dispose l'État français pour asseoir son hégémonie linguistique auprès des sociétés balkaniques. Il s'agit de la formation de leurs élites dans des Universités en France. Cependant, la concurrence est là aussi assez rude et « bien que le nombre des étudiants serbes en France ait augmenté dans ces dernières années, il est cependant bien loin d'égaler encore celui des étudiants serbes qui se dirigent vers l'Allemagne et surtout vers l'Autriche<sup>73</sup> », rapporte à son Ministre, l'ambassadeur français à Belgrade.

## Conclusion

Suite à l'étude de toutes ces préoccupations et considérations exprimées par les Français à la veille de la Grande Guerre, il apparaît que la perception et

70. Voir Zosa Szajkowski, « Conflicts in the Alliance Israélite Universelle and the founding of the Anglo-Jewish Association, the Vienna Allianz and the Hilfsverein », *Jewish Social Studies*, 1957, vol. 19, p. 29-50, p. 47.

71. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères français*, correspondance consulaire, Salonique/93 : un exemplaire du rapport général de l'Alliance Française sur les résultats de l'année 1911.

72. Pierre Foncin, « Nos intérêts en Orient et l'Alliance Française », *Le Temps*, 28 février 1913.

73. *Archives du Ministère des Affaires Étrangères français*, correspondance consulaire, Belgrade/168, dossier : « Universités et maisons d'éducation françaises en rapport avec la Serbie » : courrier du ministre de France à Belgrade au Ministre des Affaires Étrangères, le 26 mai 1910.



la réception française de la bataille des langues dans les Balkans, du temps de la Question d'Orient, met en scène quatre *-ismes*, tous hérités du XIX<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, on voit s'esquisser un *orientalisme* linguistique dans le sens où une société, se définissant comme occidentale, s'autorise à énoncer des jugements canoniques au sujet de la valeur et de la maturité des langues dites « orientales ». Ensuite, des discours sur un *nationalisme* linguistique résonnent aussi dans les bureaux de la presse et les coulisses diplomatiques, dans le sens où des politiques d'assimilation forcée de populations allophones pratiquées par les nouveaux maîtres des lieux dans les Balkans, sont dénoncées par les Français contemporains des guerres balkaniques. Enfin, un *impérialisme-colonialisme* linguistique, dans le double sens de rapports inégalitaires entre le centre et la périphérie et du maintien de l'influence linguistique comme condition du maintien d'influences politiques et économiques au sein de l'empire ottoman et des pays issus de son territoire, se profile également dans l'espace public français.